

Questions orales

[Français]

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, en tant que ministre de l'Immigration je ne prétendrai pas prendre la place des juges qui ont leur rôle à jouer concernant l'évaluation des immigrants qui viennent au Canada.

Je veux surtout demander à mon honorable collègue de respecter les mécanismes que la Loi sur l'immigration a mis en place et qui font en sorte que nous avons d'excellents immigrants dans un pays qui veut les recevoir.

* * *

[Traduction]

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LE RESPECT DES SANCTIONS DU COMMONWEALTH

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): Monsieur le Président, je m'adresse au premier ministre. Il doit savoir qu'il est arrivé 87 000 litres de vin sud-africain au port de Vancouver, ce qui constitue une violation flagrante du principe des sanctions prononcées par le Commonwealth le 5 août. Le premier ministre de la Colombie-Britannique aura demain une réunion avec l'ambassadeur d'Afrique du Sud, en Colombie-Britannique.

● (1450)

Le premier ministre a-t-il discuté avec le premier ministre provincial Vander Zalm de cette infraction flagrante à la politique de sanctions du gouvernement fédéral, ou ce dernier ne défendra-t-il cette politique que pour la forme?

L'hon. Pierre Cadieux (ministre du Travail): Monsieur le Président, je suis au courant de cette nouvelle dont parle la députée. D'après ce que j'ai lu, le vin en question aurait été expédié avant que les sanctions ne soient imposées. C'est tout ce que j'ai à dire pour le moment.

Mme Jewett: Monsieur le Président, il n'est pas certain que le vin ait été expédié avant.

LA POLITIQUE FÉDÉRALE DE SANCTIONS

Mme Pauline Jewett (New Westminster—Coquitlam): De toute façon, le premier ministre ou le ministre voudrait-il veiller à ce que le vin ne soit pas vendu dans les magasins de la Colombie-Britannique? Le premier ministre de la province rencontre demain l'ambassadeur Babb, qui rend une visite de remerciement. Le premier ministre du Canada discutera-t-il avec son homologue provincial de la nature de la politique fédérale de sanctions?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Nunziata: Un étranger à la Chambre.

M. Broadbent: N'oubliez pas qu'il n'y a pas de supplémentaire.

M. Mulroney: Que le harsard fasse état de la réaction affectueuse du NPD.

M. Gauthier: De sa surprise.

M. Mulroney: Je crois que la politique du gouvernement du Canada envers les actes du gouvernement de l'Afrique du Sud est bien connue. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, d'autres et moi-même avons précisé en de nombreuses occasions que nous mettons en place d'autres sanctions afin de montrer que l'apartheid répugne à tous les Canadiens. La position du gouvernement et du Parlement du Canada est bien connue de tous les Canadiens, y compris des premiers ministres des provinces.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE PLAN DE NETTOYAGE DE LA RIVIÈRE NIAGARA

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. La semaine dernière, le ministre a rendu public un plan de nettoyage de produits chimiques toxiques qui filtrent des décharges jusqu'à la rivière Niagara. Quand les habitants de la péninsule de Niagara peuvent-ils espérer le début de l'opération de nettoyage?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je présume que le député de Davenport a lu le plan de gestion des produits toxiques de la rivière Niagara. Ce rapport dit qu'en juillet 1987 nous pensons être en mesure de fixer des objectifs et des calendriers de nettoyage de la rivière basés sur les renseignements scientifiques que nous recherchons grâce au processus mis en place.

LA DATE À LAQUELLE COMMENCERONT LES OPÉRATIONS DE NETTOYAGE

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, le ministre pourrait-il être moins vague et nous donner une date précise? En mai de cette année, il a dit à la Chambre: «Nous allons commencer immédiatement à nettoyer les toxines de la rivière Niagara qui viennent des décharges». Pourquoi repousser l'échéance à juillet prochain, pourrait-il nous dire exactement quand commenceront les opérations de nettoyage?

L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je viens de dire que les quatre administrations visées, l'État de New York, la province d'Ontario, les États-Unis et le Canada, ont mobilisé leurs ressources scientifiques pour surveiller la rivière, de façon à juger du degré de pollution, à en repérer les sources et à mesurer les quantités de toxines de toutes origines qui pénètrent dans la rivière. D'ici juillet 1987 nous espérons arrêter une date précise pour l'achèvement du nettoyage.